=====

DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES

=====

COMMUNE DE GEAY

COMPTE RENDU
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du VENDREDI 3 SEPTEMBRE 2021

Le trois septembre deux-mille-vingt-et-un à vingt-et-une heures, le Conseil Municipal de la Commune de GEAY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur BERNARD Jean-Marc, Maire.

Date de convocation : Vendredi 27 Août 2021

Nombre de conseillers en exercice : 11

Présents : BERNARD Jean-Marc, BROSSILLON Michel, BAIN Caroline, RENAULT Sylvie, ROTUREAU Annie, CHAUVÉ Frédéric, CLOCHARD Anthony, ROY Nicolas, QUINTY Tony, VINCENT Sylvia

Absents/excusés : MORIN Mélanie, ROY Nicolas

Secrétaire : QUINTY Tony

N° 2021-0033

CDG79- AVENANT DE CONVENTION CNRACL

Depuis 2007, le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale des Deux-Sèvres (CDG79) propose à toutes les collectivités et établissements publics affiliés la possibilité de conventionner afin de bénéficier de prestations facultatives liées au traitement des dossiers retraite.

La dernière convention correspondante d'une durée de 5 ans, à effet au 1^{er} août 2016, arrive à son terme le 31 juillet 2021.

Il est proposé d'en prolonger la durée de 6 mois, à compter du 1^{er} août 2021 et de modifier l'article 6 de la convention comme suit :

« La Convention CDG-Collectivités 2016-2021 relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le CDG79 est modifiée prolongée de 6 mois à compter du 1^{er} août 2021. »

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées, notamment les tarifs en vigueur, fixés par délibération du Conseil d'administration du CDG79 en date du 24 mars 2016 :

Immatriculation de l'employeur	25 euros
Affiliation de l'agent	13 euros
Régularisation de services	25 euros
Validation de services de non titulaire	33 euros
Rétablissement au régime général et à l'Ircantec	48 euros
Liquidation des droits à pension	
▪ Pension vieillesse « normale »	48 euros
▪ Pension / départ et\ou droit anticipé	57 euros
Rendez-vous personnalisé au CDG avec agents et/ou secrétaires de mairie, et/ou élus	35 euros
Dossier relatif au droit à l'information : Envoi des données dématérialisées devant être transmises à la CNRACL (gestion des comptes individuel retraite, pré-liquidation, demande d'avis, simulation et estimation de pension...)	20 euros/heure

Le Conseil Municipal de GEAY après avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE de prolonger la convention CDG-COLLECTIVITES 2016-2021 relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le CDG79, de 6 mois à compter du 1^{er} août 2021, par la voie d'un avenant ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant correspondant ;

N° 2021-0034

AGGLO2B- ADOPTION DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION 2021-2022 DANS LE CADRE DU PLAN DE FORMATION MUTUALISE

Vu l'article L.5211-39-1 du CGCT relatif au schéma de mutualisation ;

Considérant la convention 2016-2019 approuvée par délibération du 07 Juin 2016,

Considérant le plan de formation mutualisé 2021-2022 ;

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique pour les collectivités de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie.

La Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais, ses communes membres et le CNFPT ont décidé de s'engager dans un plan de formation mutualisé pour développer la culture de la formation comme leviers de la gestion des compétences et de la qualité du service public. Ce plan définit les objectifs de la formation et les principales thématiques de chaque action de formation des agents territoriaux ainsi que l'accompagnement des projets.

La convention annexée a pour objet de définir les modalités de mutualisation entre la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et la commune dans le cadre du plan de formation mutualisé. Les engagements et les rôles de chacune des parties sont précisés dans la convention.

Afin de rationaliser et d'optimiser leur action sur l'ensemble du territoire, les collectivités désignent un coordinateur, qui sera soit la CA2B soit un prestataire extérieur. Pour la période de juin 2016 à décembre 2021, la mission de coordination est externalisée et a été confiée à un prestataire-coordonateur : la Maison de l'Emploi du Bocage Bressuirais. Le montant total annuel de cette prestation est de 14 000 €.

Concernant le financement de la prestation de coordination, la communauté d'agglomération avancera l'année N+1 l'intégralité des sommes dues au titre de cette prestation de l'année N. La commune remboursera à la communauté d'agglomération les sommes dues suivant les modalités suivantes :

- Un forfait de base applicable à toutes les collectivités adhérentes au plan de formation mutualisé.

Toutes les collectivités adhérentes au plan de formation mutualisé se verront facturer un forfait de base en fonction du nombre d'agents qu'elles emploient, qu'elles aient inscrites ou non des agents en formation.

Nombre d'agents dans la collectivité (emploi permanent ou occasionnel) (1)	FORFAIT DE BASE ANNUEL
Moins de 10 agents	60,00 €
Entre 10 et 49	120,00 €
Entre 50 et 199	200,00 €
250 et +	280,00 €

(1) Le nombre d'agents dans la collectivité se déterminera sur la base des états des effectifs votés au compte administratif de l'année N-1.

- Une part variable en fonction du nombre d'agents inscrits en formation.

Cette part variable s'applique uniquement aux collectivités qui ont inscrit des agents en formation au cours de l'année N.

Mode de calcul retenu :

75% du montant de la prestation de coordination / nombre total d'agents inscrits sur l'année N (toute collectivité confondue) = coût par agent inscrit.

Coût de facturation à la collectivité = nombre d'agents inscrits par la collectivité X coût par agent inscrit.

Le Conseil Municipal est invité à :

- adopter la convention de mutualisation ci-annexée avec la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais relative au plan de formation mutualisé et approuver le principe de la prestation de coordination.
- imputer les dépenses sur le budget correspondant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ADOpte cette délibération,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.**

N° 2021-0035

INVESTISSEMENT – REHABILITATION TOITURE SALLE DES FETES

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que, suite à la consultation lancée par le maître d'œuvre pour le projet de rénovation de toiture de la salle des fêtes, nous sommes aujourd'hui dans l'attente du retour des devis.

La situation actuelle liée à l'économie locale complique la situation : les artisans étant surchargés de travail, nous n'avons eu que peu de retour sur cette consultation.

L'ensemble des devis nous est présenté par le maître d'œuvre avec une analyse des offres en date du 3 Septembre 2021 :

Lot n°1 – Désamiantage	MTP DESAMIANTAGE	12 674.00 € HT
Lot n°2 – Charpente bois	SARL BERTHELOT	11 662.40 € HT
Lot n°3- Couverture tuiles / Evacuation des eaux	SARL FBM	20 219.00 € HT
Lot n°4- Faux-plafonds / isolation	SARL GUERET	11 214.00 € HT
Lot n°5- Electricité / incendie / photovoltaïque	LUMELEC	30 947.74 € HT
Lot n°5B- Chauffage VMC	SARL FBM	12 050.00 € HT
TOTAL HT DU PROJET		98 767.14 € HT

Après différents échanges, M. le Maire propose de valider chaque lot.

Lot 1 : Désamiantage :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de la Société MTP DESAMIANTAGE tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Lot 2 : Charpente Bois :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de la SARL BERTHELOT tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Lot 3 : Couverture tuiles / Evacuation des eaux :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de la Société SARL FBM tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Lot 4 : Faux-plafonds / Isolation :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de la SARL GUERET tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Lot 5 : Electricité / Incendie / Photovoltaïque :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de LUMELEC tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Lot 5B : Chauffage VMC :

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- DE VALIDER le devis de la SARL FBM tel que présenté ci-dessus.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette délibération annule et remplace celle en date du 02 juillet 2021 numérotée 2021-0032.

INVESTISSEMENT – CIMETIERE- CREATION D'UN OSSUAIRE

Monsieur le Maire informe les Conseillers Municipaux qu'il est nécessaire de prévoir dans le cimetière de la commune, un ossuaire convenablement aménagé où les restes des personnes qui étaient inhumées dans le terrain commun y seront aussitôt déposés à l'issue du délai de rotation. Les restes des personnes inhumées dans les concessions non renouvelées ou ayant fait l'objet d'une procédure de reprise pour état d'abandon seront également déposées dans cet ossuaire.

M. le Maire propose de créer un emplacement n°999 dans le cimetière de la commune (XXX prévoir LIEU XXX) afin d'y déposer les restes des personnes exhumées de sépultures faisant retour à la commune.

La création d'un ossuaire simple, sous terre avec terrassement, la fourniture d'une stèle pupitre en granit et la gravure en or des lettres « OSSUAIRE » est estimée à 991.00€ TTC (devis de la SARL SAMUEL CRON).

Le Conseil Municipal, ayant entendu le compte rendu de M. le Maire,
Vu l'avis favorable des membres présents et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE à l'unanimité d'autoriser la création d'un ossuaire et de valider le devis de la SARL SAMUEL CRON tel que présenté ci-dessus.**
- **AUTORISE M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.**

QUESTIONS DIVERSES

ONT SIGNÉ LE REGISTRE, LES MEMBRES PRÉSENTS :

Jean-Marc BERNARD, Maire	Frédéric CHAUVÉ, 1 ^{er} Adjoint	Annie ROTUREAU, 2 ^{ème} Adjointe
Caroline BAIN, Élu	Michel BROSSILLON, Élu	Tony QUINTY, Élu
Mélanie MORIN, Élu <i>Pouvoir à Jean-Marc BERNARD</i>	Sylvie RENAULT, Élu	Anthony CLOCHARD, Élu
Nicolas ROY, Élu <i>Pouvoir à Annie ROTUREAU</i>	Sylvia VINCENT, Élu	